



Arrêté Municipal
Arrêté temporaire PM n° 140/2023
Circulation alternée
Avenue Jean Bouin
Sur la portion comprise entre le n° 28 et le n° 49
Raccordement de gaz
Du lundi 03 juillet 2023 au lundi 24 juillet 2023

Le Maire de FRONTON,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et suivants ;
Vu le Code de la route et notamment les articles L 411-1 à L411-7, R110-1 et suivants, R 411-5, R 411- 8, R411-25 à R411-28 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée ;
Vu le Code Général de la Propriété de la Personne Publique, notamment l'article L 3111-1 ;
Vu l'Arrêté Municipal de modification des limites d'agglomération sur les voies Départementales et Communales en date du 9 Juin 2011 ;
Vu la permission de voirie n ° 107 en date du 03 mai 2023.
Vu la demande de l'entreprise **GRDF, 16 Rue Sebastopol – 31007 – TOULOUSE, concernant un raccordement de gaz**, en date du **24 avril 2023 ; agissant pour le compte l'entreprise SOTECFLU, 3 Impasse de Gascogne – 31470 FONTENILLES.**
Considérant que pour permettre l'exécution des travaux, pour la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de règlementer **la circulation, Avenue Jean Bouin, sur la portion comprise entre le n° 28 et le n° 49**, en mettant en place un **Alternat de circulation**, en agglomération, sur la commune de FRONTON, pendant toute la **durée du raccordement de gaz ;**

ARRETE

ARTICLE 1

Afin de permettre à l'entreprise **SOTECFLU**, de réaliser les travaux, **Avenue Jean Bouin, sur la portion comprise entre le n° 28 et le n° 49**, en agglomération, sur la commune de FRONTON, la circulation sera réglementée comme défini à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 2

La circulation de tous les véhicules **Avenue Jean Bouin, sur la portion comprise entre le n° 28 et le n° 49** sera alternée **par des feux tricolores**, elle sera précédée d'une signalisation d'approche.

Ces dispositions entreront en vigueur à partir du **lundi 03 juillet 2023**, et resteront applicables jusqu'au **lundi 24 juillet 2023**, date à laquelle les conditions normales de circulation seront rétablies.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par **l'entreprise SOTECFLU**.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant les dates fixées à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines sera constamment assuré.

ARTICLE 5

La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux sous le contrôle de la Communauté de Communes du Frontonnais.

ARTICLE 6

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le Chef de Service de la Police Municipale de Fronton et le Commandant de la Communauté de Brigade de Fronton sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en lieux accoutumés et sur site.

ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fronton.

Monsieur le commandant des Sapeurs-Pompiers de Fronton.

Services Techniques de la commune de Fronton.

Communauté de Communes du Frontonnais.

Service de Police Municipale de Fronton.

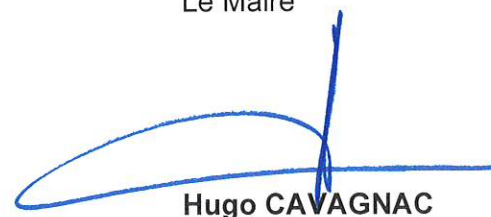
Chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie est transmise à l'entreprise.

ARTICLE 9

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fronton, le 3 mai 2023.

Le Maire


Hugo CAVAGNAC

